

Mouvements de populations et changements économiques dans le Centre-Ouest brésilien (1)

Catherine AUBERTIN*

Si les déplacements de populations fournissent des indicateurs privilégiés de la santé des économies rurales (2), ils constituent également à l'échelle brésilienne un mode de régulation sociale issu des besoins d'une colonie de peuplement, lié à la nécessité de maintenir les assises du pouvoir. Institutionnalisée sous couvert de colonisation et favorisée par les politiques gouvernementales successives, la migration est un phénomène de très grande ampleur, fortement ancré dans l'inconscient collectif et la réalité quotidienne, qui concerne toutes les couches de la société et, au niveau individuel, peut tout aussi bien être la suite logique d'un échec comme d'une réussite.

Aussi, l'étude des mouvements migratoires ne peut-elle se cantonner à l'analyse économique de la réallocation de la force de travail sur le territoire en fonction d'un projet de développement ou de l'ouverture d'un front pionnier. Elle ne peut être dissociée de l'étude de la formation de la société brésilienne dans son ensemble.

Notre propos est d'essayer de montrer que, combinée à des recherches historiques et économiques et à la connaissance empirique du milieu, l'étude des mouvements migratoires permet de reconnaître dans des mouvements de populations localisés et récents les manifestations de phénomènes sociaux beaucoup plus amples dans l'espace et dans le temps. Nous interpréterons ici les données des deux derniers recensements démographiques — 1970 et 1980 — concernant la région Centre-Ouest du Brésil.

*Économiste ORSTOM, 72, route d'Aulnay, 93143 Bondy cedex



FIG. 1. — Centre-Ouest brésilien. Carte de situation

POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT ET POLITIQUES MIGRATOIRES DANS LE CENTRE-OUEST BRÉSILIEN

Dans le Centre-Ouest, comme partout ailleurs, il est difficile d'identifier les impacts des projets de développement et des politiques migratoires. Comment faire la part des choses entre ce qui ressort de la volonté gouvernementale; des actions effectivement entreprises; des mouvements «spontanés» des populations qui devancent, ignorent, contrecarrent, réinterprètent le projet; de l'ensemble des phénomènes qui interviennent directement ou indirectement, au niveau national ou microrégional, dans la sphère du social ou dans les données physiques...? Il est plus facile d'identifier les objectifs fixés à ces politiques lorsqu'elles sont présentées dans les discours officiels, dans leur pureté idéologique.

Le Centre-Ouest brésilien se compose des États du Goiás, du Mato Grosso, du Mato Grosso du Sud, du Rondônia et du District

fédéral (Brasília). Avec plus de 2 millions de km², un quart de la superficie du Brésil, il recouvre une partie de la forêt amazonienne au nord et une partie des *cerrados* (savanes) au sud, où l'on rencontre quelques régions aux sols fertiles, autrefois couvertes de forêts tropicales et qui furent les premières zones d'occupation agricole dès 1930. Sa base économique et politique est toujours agricole. En 1980, lors du dernier recensement, on y a compté un peu plus de 8 millions d'habitants (6,8 % seulement de la population brésilienne) et enregistré, par rapport à 1970, un taux de croissance élevé : 56 %, soit 4,5 % en moyenne annuelle, le double du taux national.

Le Centre-Ouest brésilien est présenté par les pouvoirs publics comme une région-solution à tous les problèmes du Brésil. Car l'espace, la terre libre toujours plus à l'ouest, l'expansion de la frontière relèvent d'une composante idéologique fondamentale du consensus social, largement manipulée par le gouvernement (AUBERTIN, LÉNA, 1986). Dans les faits, il s'agit principalement d'ouvrir la forêt amazonienne à la colonisation et d'implanter une agriculture moderne sur les sols de *cerrados*.

Le Centre-Ouest, du fait de son étendue et de sa situation à la fois centrale et frontalière, constitue un enjeu géopolitique. La fondation en 1960 de la nouvelle capitale fédérale, Brasília, et la création des grands axes routiers reliant Belém à Brasília (nord-sud), Cuiabá à Pôrto Velho et à Santarem (sud-nord-ouest et sud-nord) dans le cadre du Programme d'intégration nationale devaient constituer des moteurs d'occupation démographique et de développement économique spontané. Après l'échec de la colonisation le long de la Transamazonienne, qui devait apporter une solution aux problèmes du Nordeste en facilitant l'accès « des hommes sans terres aux terres sans hommes », les programmes concernant l'Amazonie sont réorientés en 1970 vers quelques zones supposées prioritaires pour la création d'infrastructures (Polomazonia, Polonoroeste) et, dans une partie d'entre elles, pour l'installation de colons dans le Rondônia et le Mato Grosso. L'objectif économique est de promouvoir l'agriculture, donc d'augmenter la production alimentaire pour la consommation du pays et pour l'exportation. L'objectif démographique est de freiner l'exode rural, en particulier de réorienter vers l'Amazonie les flux qui submergent les grandes métropoles du Sud-Est. Le développement de l'agriculture moderne dans le sud du Brésil condamne à l'exil les petits producteurs et engendre de fortes tensions. Le but social est d'apaiser ces tensions et de fixer une petite paysannerie tout indiquée pour occuper l'espace amazonien.

Le deuxième projet concerne les *cerrados*. Ces sols, réputés pauvres et impropres à l'agriculture jusqu'en 1970, deviennent objet de

convoitise. Moyennant de lourds investissements, grâce aux progrès de l'agronomie et au développement des communications, les cerrados sont atteints par le front d'expansion du soja en provenance du Sud. Il s'agit, pour développer une agriculture moderne et compétitive sur les marchés internationaux, de faciliter l'installation d'agriculteurs qui possèdent déjà technique et capital, et de transformer le Centre-Ouest en grenier du Brésil, tout en payant la dette grâce aux devises apportées par une agriculture d'exportation. Le gouvernement met alors en place le programme de réalisation d'infrastructures et de crédit agricole Polocentro.

Les politiques migratoires liées à ces projets de développement sont explicites et largement divulguées. Les lots gratuits de 100 ha en Amazonie pour les plus pauvres, les crédits incitatifs pour des cultures modernes dans les cerrados pour les plus riches vont encourager de vastes déplacements de populations. La politique d'occupation de l'Amazonie possède une composante démographique évidente qui se traduit par un relatif effort pour favoriser la petite agriculture ou, du moins, lui réserver un espace, car d'immenses étendues sont strictement réservées à l'élevage extensif et à la très grande propriété. Cependant le développement des cerrados ne privilégie pas l'occupation démographique et se veut « productiviste », d'où l'absence de recherches et de politiques pour l'adaptation de la petite agriculture, et l'extrême rareté des expériences de colonisation dans les cerrados.

L'immensité du territoire, la familiarité du recours à la migration, les structures sociales qui déniaient toute citoyenneté et maintiennent la majorité de la population dans la misère, permettent à la classe dirigeante d'imaginer des projets de développement où l'on jongle avec le déplacement de millions de personnes sur des millions de kilomètres carrés.

LES GRANDS MOUVEMENTS DE POPULATIONS

Pour suivre les effets de ces politiques, nous allons tout d'abord étudier les principaux flux migratoires qui concernent les États du Centre-Ouest sur la décennie 1970-1980, comme lieux de départ ou de destination, afin de les replacer dans un contexte national dynamique. Puis nous quitterons l'échelle des États pour passer à celui des *municipios* (3) et pour étudier, non plus les flux, mais les variations brutes et relatives de la population rurale. Plusieurs cadres géographiques et économiques seront alors mis en évidence.

Ces deux approches sont complémentaires. Associées à des travaux de terrain et à des recherches sur la formation régionale du Brésil,

elles servent ici de support à une présentation socio-économique du Centre-Ouest.

Notre exposé s'appuie sur les balances migratoires des États du Centre-Ouest, reconstituées à partir du recensement démographique de 1980 (LAROSE, 1984) (4). En considérant les flux inter-États de plus de 25 000 personnes (tabl. I), deux grandes tendances se dégagent.

Le Paraná, principal pourvoyeur de colons

Les migrations en provenance du Paraná s'orientent en quantité à peu près égale vers le Mato Grosso, le Mato Grosso du Sud et le Rondônia (flux 1, 2 et 3).

TABLEAU I

Principaux flux de populations concernant les États du Centre-Ouest brésilien

D'Etat à Etat	Nombre de migrants
01- PARANÁ - MATO GROSSO DU SUD	98 571
02- PARANÁ - MATO GROSSO	96 877
03- PARANÁ - RONDÔNIA	95 406
04- GOIÁS - DISTRICT FÉDÉRAL	86 135
05- MINAS GERAIS - GOIÁS	83 374
06- MINAS GERAIS - DISTRICT FÉDÉRAL	76 181
07- SÃO PAULO - MATO GROSSO DU SUD	74 885
08- MATO GROSSO DU SUD - SÃO PAULO	68 428
09- GOIÁS - PARÁ	65 073
10- GOIÁS - MINAS GERAIS	58 011
11- DISTRICT FÉDÉRAL - GOIÁS	54 791
12- RIO DE JANEIRO - DISTRICT FÉDÉRAL	52 018
13- MATO GROSSO - RONDÔNIA	43 754
14- GOIÁS - MATO GROSSO	39 705
15- CEARÁ - DISTRICT FÉDÉRAL	39 693
16- PIAUI - DISTRICT FÉDÉRAL	38 517
17- SÃO PAULO - MATO GROSSO	35 577
18- MARANHÃO - DISTRICT FÉDÉRAL	33 824
19- MARANHÃO - GOIÁS	33 612
20- BAHIA - DISTRICT FÉDÉRAL	33 271
21- GOIÁS - SÃO PAULO	31 678
22- MATO GROSSO DU SUD - MATO GROSSO	29 991
23- SÃO PAULO - GOIÁS	29 511
24- MATO GROSSO DU SUD - RONDÔNIA	27 201
25- MINAS GERAIS - MATO GROSSO	27 121
26- BAHIA - GOIÁS	26 921
De région à région	
NORD-EST - DISTRICT FÉDÉRAL	197 951
SUD-EST - DISTRICT FÉDÉRAL	153 498
GOIÁS - CENTRE-OUEST	136 360
SUD - MATO GROSSO	118 216
SUD - MATO GROSSO DU SUD	116 365
SUD - RONDÔNIA	107 060
NORD-EST - GOIÁS	101 486
CENTRE-OUEST - DISTRICT FÉDÉRAL	91 503

Source : LAROSE 1984, d'après IBGE-Censo demográfico 1980. Vol. 1, Tome 4, n°1.

Le Paraná est sans doute l'État brésilien qui a expulsé le plus de migrants dans une triste concurrence aux États du Nordeste. Plus de 1,2 million de personnes l'ont quitté entre 1970 et 1980. Ancienne région de frontière, extension de la « marche » du café qui atteint son apogée au début des années soixante et qui avait permis l'accès à la terre pour de nombreux petits exploitants grâce à des opérations de colonisation dirigée sur de bonnes terres, le Paraná redevient frontière agricole avec le programme d'élimination des caféiers et le développement de la culture du soja. Mais cette frontière « moderne » est une frontière qui expulse les petits propriétaires incapables de soutenir la concurrence d'une culture mécanisée qui nécessite, outre des superficies importantes et peu de main-d'œuvre, du capital et une bonne maîtrise des financements (NAVARRO SWAIN, 1986). On retrouve alors les *paranaenses* dans les grands centres urbains. Plus de 650 000 rejoindront l'État de São Paulo et la région de Campinas. Dans ce contexte, les migrations vers le Centre-Ouest semblent minoritaires. Une analyse au niveau des *municípios* montre qu'elles se dirigent en grande majorité vers les nouvelles zones pionnières du Centre-Ouest (sud du Mato Grosso du Sud, nord du Mato Grosso (5), *municípios* du Rondônia le long de la route BR 364) et seraient le fait de petits agriculteurs désireux de « recommencer » dans une entreprise de colonisation. Cette succession de fronts pionniers s'observe déjà à l'intérieur même de la région Centre-Ouest. Des migrations significatives des zones d'occupation plus anciennes du Goiás et du Mato Grosso du Sud se dirigent vers des zones d'occupation plus récentes dans le Mato Grosso et surtout dans le Rondônia (flux 13, 14, 22, 24). Le mouvement semble s'accélérer car le Mato Grosso, dont la région amazonienne a été récemment ouverte à la colonisation, enregistre déjà un fort mouvement de populations vers le Rondônia.

Le Goiás est traversé de nombreux flux contradictoires qui révèlent sa diversité. Pauvre, nordestin et amazonien au nord, il est sur l'orbite du Minas Gerais et de São Paulo au sud, et attiré par Brailia au centre. Ses anciennes zones de colonisation sont devenues des foyers d'expulsion alors qu'il redevient une région pionnière pour les planteurs de soja (flux équilibrés avec les grands centres 4 et 11 ; 5 et 10 ; 21 et 23, entrées en provenance du Nordeste 19 et 26, sorties vers le Pará et le Mato Grosso 9 et 14).

L'attrait des métropoles

Le District fédéral est la destination d'importantes migrations en provenance de divers États, aussi bien du Nordeste que du Sud-Est ou du Centre (flux 4, 6, 12, 15, 16, 18 et 20). On constate des échanges à peu près équilibrés du Mato Grosso du Sud et du Goiás avec São Paulo (flux 7 et 8, 21 et 23).

Le District fédéral, c'est-à-dire Brasília « Plan Pilote » et les villes satellites, est le grand bénéficiaire des courants migratoires en direction du Centre-Ouest, mais aussi à partir des États du Centre-Ouest. Il attire presque la moitié des populations qui se dirigent vers le Centre-Ouest. Ce sont surtout les nordestins, traditionnels migrants bâtisseurs de Brasília, puis les originaires du Goiás et du Minas Gerais voisins, et également les *cariocas* qui ont probablement suivi le déplacement des administrations, qui s'installent dans les villes du District fédéral.

Mais on trouve aussi en nombre non négligeable (les trois quarts du flux 11) des migrants qui quittent le District fédéral, rejetés par un processus de ségrégation sociale, pour s'installer dans les villes et les lotissements des *municípios* limitrophes situés dans le Goiás, où l'accès à la terre n'est pas aussi strictement réglementé. Le mirage de Brasília dépasse les limites administratives du District fédéral.

À l'intérieur du Centre-Ouest, les taux de croissance des capitales d'États indiquent qu'elles sont, à leur échelle plus modeste, des pôles d'attraction des migrants d'origine rurale.

L'État de São Paulo intervient très significativement dans ses relations avec ceux du Centre-Ouest. C'est-à-dire que les États qui se trouvent dans sa zone d'influence économique et qui ont perdu leur caractère pionnier engendrent des départs vers le plus grand centre urbain et économique du pays. L'exode régional et national vers São Paulo prend ici une importance particulière. S'il n'est le fait que de 135 000 originaires du Centre-Ouest, nous avons vu qu'il concerne 650 000 originaires du Paraná et 1,2 million originaires du Nordeste. L'État de São Paulo s'est accru entre 1970 et 1980 de 8 millions d'habitants, avec un solde migratoire positif de plus de 2 millions, sur une surface huit fois moindre que celle du Centre-Ouest.

LES VARIATIONS LOCALES

Les variations de population dans le Centre-Ouest entre 1970 et 1980 sont si importantes sur des espaces si vastes, qu'en croisant simplement deux variables (la densité en 1970 et la croissance de la population rurale) on arrive à une représentation en cinq zones (fig. 2) (6) correspondant à des situations très typées. Bien sûr, certains *municípios* rentrent mal dans ces classifications, mais ils sont peu nombreux; les recherches complémentaires font généralement apparaître une variable explicative spécifique qui ne remet pas en cause l'analyse.

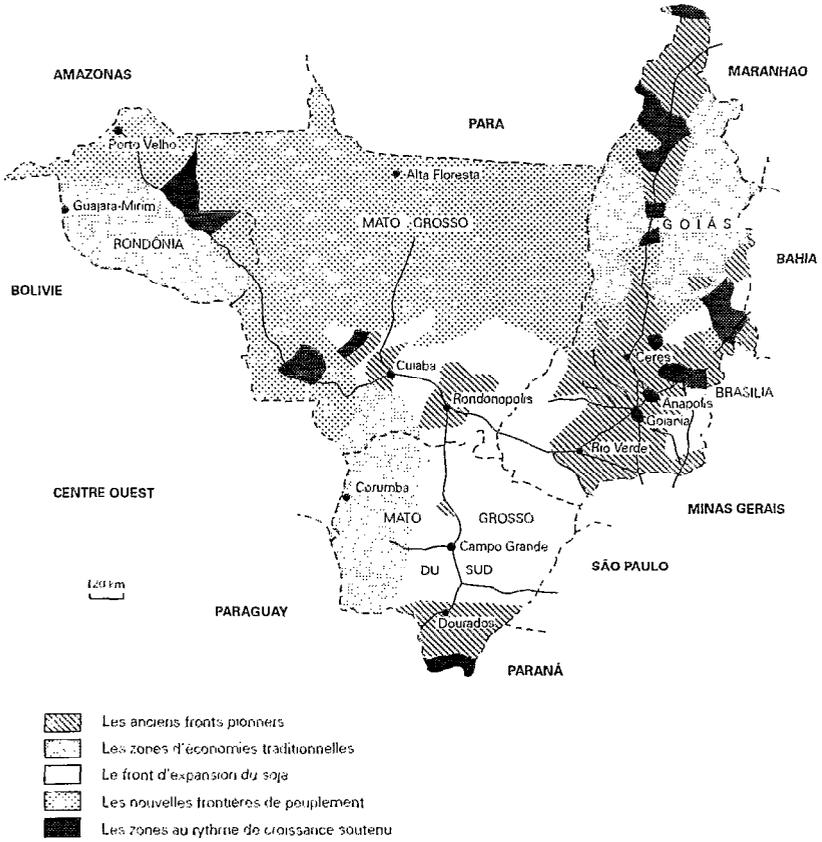


FIG. 2. — Cinq grandes zones démographiques et économiques

Source : AUBERTIN, 1984.

Les zones d'anciens fronts pionniers

Elles se caractérisent par une densité rurale forte en 1970, une population rurale en très fort déclin, un maillage urbain dense.

Cette combinaison se rencontre principalement dans le Goiás, du centre jusqu'au sud, dans quelques taches au nord, le long de la route Belém-Brasília et à l'est sur la frontière avec l'État de Bahia. Elle se rencontre aussi dans le centre-sud du Mato Grosso du Sud et autour de sa capitale Campo Grande, et dans le centre-sud du Mato Grosso et autour de sa capitale Cuiabá.

Ces zones correspondent à d'anciennes colonisations agricoles ouvertes par les pouvoirs publics dans les années quarante et cinquante (Ceres en 1940, Dourados en 1943, Rondonópolis en

1951) pour accueillir des petits agriculteurs sans ressources, souvent originaires du Nordeste, sur de petits lots (entre 30 et 50 ha) voués à des cultures vivrières et au café. Installées sur les terres fertiles d'anciennes forêts tropicales dédaignées par les grands éleveurs, et bien encadrées, ces colonisations ont dynamisé leur région et sont encore en 1980 les principaux centres agricoles productifs du Centre-Ouest. La taille des lots a permis l'installation d'une population très dense organisée autour de petites villes d'appui à l'agriculture. Le morcellement des propriétés par les héritages, la baisse de la fertilité consécutive au non-emploi d'engrais et de techniques de conservation des sols, la spéculation sur les terres qui accompagne le développement des voies de communication, le système de crédit qui favorise les grands propriétaires et les cultures d'exportation, le développement d'une économie de marché où la concurrence est vive et où les besoins monétaires vont grandissant, sont autant de phénomènes qui accélèrent l'exode rural, et permettent la concentration des terres, l'avancée d'une agriculture mécanisée moderne et de l'élevage, activités peu consommatrices de main-d'œuvre.

Le même processus s'observe dans les zones de colonisation spontanées ouvertes par les axes de communication qui rattachent la région aux grands centres et marchés du Sud et du Nord : dans la région de l'extrême sud-est du Goiás d'abord touchée par l'avancée du front pionnier du café et du chemin de fer, et dans les zones autour de la route Belém-Brasília et de la route Cuiabá-Pôrto Velho.

C'est un sort semblable que connaissent les régions liées à l'essoufflement des fronts pionniers de l'État de Bahia et les zones de forêt amazonienne qui ont attiré un fort afflux de migrants employés pour le déboisement des pâturages favorisés par les crédits de la Sudam (Surintendance pour le développement de l'Amazonie), zones où les conflits de terres sont très violents et où les petits producteurs sont expulsés comme dans le nord du Goiás.

On aurait pu penser que la création de Brasília aurait eu un effet d'entraînement sur la campagne environnante. Il semble au contraire que la proximité de la capitale ait accéléré l'exode rural et la création de grandes propriétés sans que des structures d'approvisionnement alimentaire se mettent en place.

Les conditions de croissance des villes varient selon les cas. Dans le Goiás, les petites villes de colonisation et les villes moyennes situées à la périphérie de la zone dense n'ont pu absorber l'exode rural. Elles s'effacent devant des villes plus importantes dont les activités d'animation régionale, en particulier les activités de collecte et de commercialisation des produits, ont toujours été importantes : Goiânia et Anápolis, probablement aussi devant les villes du

« triangle minier » (dans l'État du Minas Gerais) et bien sûr Brasília, bien que les activités de celle-ci restent strictement liées à sa fonction administrative.

Dans le Mato Grosso et le Mato Grosso du Sud, les villes petites et moyennes connaissent un important essor démographique qui n'est pas simplement dû à l'exode rural mais également aux migrations vers les nouveaux fronts pionniers. L'aire d'attraction des capitales d'États y est aussi plus faible, Cuiabá et Campo Grande n'ayant pas un rôle de dynamisation régionale : la première semble située au milieu d'un désert agricole, la seconde semble être un satellite de São Paulo. Les villes moyennes peuvent alors contenir une partie de l'exode rural.

Après avoir joué le rôle de frontières agricoles, durant une période plus ou moins longue selon les cas, ces régions deviennent à leur tour régions d'expulsion vers les villes ou vers les nouvelles frontières agricoles pour petits producteurs.

Les zones d'économies traditionnelles

Leur densité rurale est faible, leur population rurale en déclin et le maillage urbain est très lâche. Ces zones recouvrent près de la moitié de la surface totale du Centre-Ouest. Elles étaient occupées par des activités traditionnelles et par des implantations agricoles et d'élevage déjà anciennes. Mais, cette fois, deux réalités économiques bien différenciées s'observent sous un comportement démographique semblable. Nous distinguerons les zones stagnantes des zones de modernisation de l'agriculture.

Pour les premières, il s'agit de zones relativement préservées mais non isolées : l'île de Bananal, réserve indienne et parc national au nord-ouest du Goiás, le nord-est du Goiás, le Pantanal, immense marécage à la frontière ouest du Mato Grosso et du Mato Grosso du Sud, et la région du Guaporé dans la moitié sud du Rondônia.

L'économie, qui repose essentiellement sur la cueillette et sur l'élevage (caoutchouc, noix du Brésil en Amazonie ; maté, viande séchée et peaux plus au sud) y a longtemps dépendu des fleuves frontaliers qui seuls permettaient l'accès de ces régions. Très tôt le complexe fluvial désenclave la région vers ou à partir de Belém (Araguaia-Tocantins), de Manaus (Guaporé-Mamoré) et de l'Argentine (Paraguay). On trouve peu de centres urbains dans ce système de production où le producteur est seul sur son domaine. Seules quelques très petites villes de collecte, au bord des fleuves, servent de relais aux grandes villes comme Corumbá et Guajara Mirim, dont les industries transforment les matières premières et dont les ports internationaux jouent un grand rôle dans les échanges commerciaux. Le développement des voies de communi-

cation ferroviaires (le chemin de fer São Paulo-Campo Grande-Corumbá est construit entre 1908 et 1914) et routières (la route Belém-Brasília est ouverte dans les années quarante, la route Cuiabá-Pôrto Velho est totalement asphaltée en 1985) ouvre le Centre-Ouest sur les marchés de São Paulo et leur porte un coup mortel.

Les zones de modernisation de l'agriculture recouvrent les vastes zones de cerrados, au sud-ouest du Goiás, au sud-est du Mato Grosso et au centre et à l'est du Mato Grosso du Sud. Elles étaient principalement consacrées à un élevage très extensif et peu productif, mode d'occupation de l'espace traditionnel utilisant des pâturages naturels et peu de main-d'œuvre. La coexistence de mode féodal, plus ou moins pacifique, entre les grands propriétaires et une population de petits agriculteurs et d'employés de *fazendas* (*agregados*, *posseiros*, *peões*) a aujourd'hui tendance à se détériorer, ce qui entraîne le départ d'une population rurale déjà faible. Le courant qui s'intensifiera après la date du recensement est déjà perceptible : le Centre-Ouest fait désormais partie du «front d'expansion» du soja. Ses sols de cerrados, lorsque leur relief permet la mécanisation et moyennant de lourds investissements, comme un important amendement en calcaire, semblent bien se prêter à cette culture encouragée par de nombreuses subventions et par des cours internationaux soutenus. Comme pour la plupart des grands produits à l'origine d'un cycle économique au Brésil, on suit l'avancée du front à partir du littoral, suivant un axe sud-nord, atteignant le sud-est du Goiás, le Mato Grosso du Sud et le sud du Mato Grosso. Quelques taches au sud de Brasília et à la frontière du Minas Gerais font partie de ce mouvement. Si le développement du soja, qui s'appuie sur beaucoup de capital, de grandes surfaces et peu de main-d'œuvre, coïncide dans les zones denses avec un fort exode rural, dans les zones vides, il constitue un facteur de dynamisation des campagnes. Les petites villes grandissent, accueillent la main-d'œuvre rurale, jouent un rôle commercial de collecte et de distribution, profitent des infrastructures qui accompagnent l'expansion d'une culture de haut rapport. Cette capitalisation de l'agriculture s'étend à l'élevage : le bétail est sélectionné, les pâturages plantés remplacent les prairies naturelles.

Les frontières de peuplement

Une faible densité rurale liée à un très fort taux d'accroissement de population rurale s'accompagne d'une explosion urbaine et de la création de nombreuses villes. Ce sont les zones de «nouvelles frontières». On les trouve dans tout le nord du Mato Grosso, dans la moitié nord du Rondônia, au nord-ouest et au centre du Goiás,

et dans des taches centrales dans le Mato Grosso du Sud et au sud du Mato Grosso.

Le Rondônia accueille un flux constant de 100 000 migrants par an depuis 1974. Il avait le statut de Territoire fédéral jusqu'en 1982, c'est-à-dire que légalement ses terres appartenaient à l'État brésilien. Le Mato Grosso, ancienne capitainerie, puis État à part entière, est constitué de terres vendues et revendues de nombreuses fois. Cette différence historique et juridique entre deux régions amazoniennes *a priori* semblables écologiquement, dans leur faible occupation démographique et dans leur manque d'infrastructures, explique la différenciation de flux de migrants : les plus pauvres iront dans le Rondônia, les plus riches dans le Mato Grosso.

Les « nouvelles frontières » regroupent les zones de colonisation publique de l'Inkra (7) au Rondônia, principalement destinées aux migrants sans ressources et organisées sur la base de dons de lots de 100 ha, et les zones de colonisation privée du Mato Grosso qui reçoivent des petits et des gros propriétaires du Sud, en majorité du Paraná, qui achètent souvent très cher un lot de taille variable. Selon l'entreprise de colonisation, honnête ou non, société anonyme ou coopérative, ayant pris en charge ou non les infrastructures minimales, les résultats sont différents. On trouve déjà quelques villes fantômes comme des villes de 20 000 habitants en pleine expansion au cœur de l'Amazonie, loin de tous moyens de communication. Cette lutte contre la forêt s'effectue également contre les Indiens, les réserves forestières et contre les tentatives de colonisation « spontanée » que les pouvoirs publics tardent à contenir sinon à légaliser.

Ces zones se consacrent aussi bien à la petite production vivrière qu'à la production de cultures pérennes et à l'élevage extensif sur des milliers d'hectares.

Mais le phénomène le plus étonnant réside dans l'urbanisation accélérée de cette frontière agricole. Les villes sont le refuge des migrants qui ne trouvent pas de terres, de leur famille qui ne peut les suivre sur des lots isolés de toute infrastructure de santé et d'éducation, mais aussi des colons qui ne peuvent se maintenir sur leur lot, qu'ils soient expulsés par la maladie, la force, l'échec agricole ou par la vente de leur lot. Dans les colonisations privées, l'achat du lot urbain est lié à l'achat du lot rural. La ville est généralement gérée par la société de colonisation. Les colons ne vivent pas alors sur leurs terres. Dans tous les cas, le marché du travail rural est en ville.

Il n'y a pas que les « nouvelles » frontières les plus récentes qui se peuplent. Sur des surfaces très réduites, parsemant le Centre-Ouest, enregistrant une forte densité rurale et une forte croissance de la population rurale, avec des villes nouvelles et des petites villes en

croissance continue, on trouve des régions qui connaissent un dynamisme démographique sur une durée supérieure à vingt ans. Elles recouvrent la partie amazonienne du nord du Goiás, les rives de l'Araguaia, quelques *municípios* dans le Rondônia, une tache dans le Mato Grosso et l'extrême sud du Mato Grosso du Sud.

Ce sont des régions de colonisation d'État, privée ou spontanée, de création relativement récente entre 1950 et 1960. Leur croissance est soutenue par le renforcement de nouvelles activités, comme la culture du riz ou par l'achèvement des routes de pénétration ouvrant les marchés vers São Paulo et vers le nord, par le souci de l'Inkra dans un but de sécurité nationale de renforcer les zones frontalières, comme dans le Sud du Mato Grosso du Sud à la limite du Paraguay.

Dans le nord du Goiás, on assiste à la persistance d'un front pionnier en provenance du Maranhão sans doute caractérisé par un fort taux de natalité et une population d'employés agricoles temporaires regroupés en bourgs ruraux. Les conflits de terres y sont extrêmement violents, comme dans le tristement célèbre *Bico do Papagaio* au nord du Goiás.

Autour de Brasília un seul *município* aurait profité de la création de Brasília pour intensifier sa production laitière. La croissance rurale de Brasília s'explique principalement par le fait que des résidences secondaires et des lotissements urbains illégaux ont été recensés comme propriétés agricoles.

QUELQUES CONCLUSIONS

Si la production « moderne » dans les cerrados est en plein essor, elle reste marginale quant aux superficies mises en valeur. Sa rentabilité peut être remise en question si l'on tient compte des subventions et des infrastructures largement concédées par le gouvernement. Les capacités des sols de cerrados à supporter une monoculture intensive sont mal connues. La soumission aux cours boursiers internationaux peut se révéler dangereuse. Le front d'expansion du soja est une nouvelle manifestation de l'organisation spatiale et économique du Brésil au gré de la succession des cycles de produits. On peut s'interroger sur la stabilité de ce type d'agriculture qui utilise le terre comme une matière consommable que l'on peut trouver plus loin quand elle est épuisée localement. La production amazonienne reste faible et peu compétitive du fait des coûts de transport et d'organisation de la colonisation. Mais ce ne sont pas les impacts des politiques de développement sur la production que nous retiendrons pour cette conclusion, mais les impacts sur les mouvements de populations.

L'ouverture de fronts pionniers n'a pas réorienté les grands flux migratoires qui continuent à se diriger vers les grandes villes du littoral, en particulier vers São Paulo. Les migrations vers le Centre-Ouest sont peu importantes à l'échelle nationale. Si la population a crû de 56 %, le solde migratoire des États du Centre-Ouest enregistre 800 000 personnes. Cette population est instable : elle se déplace des zones les plus peuplées vers les zones les moins peuplées, vers les nouvelles colonisations du nord-ouest et surtout vers les plus grandes villes. Brasília accueille la moitié des migrants qui se dirigent vers le Centre-Ouest, mais aussi une partie non négligeable des migrants en provenance des quatre autres États du Centre-Ouest. Les capitales d'État, Goisnia, Cuiabá, Campo Grande, Pôrte Velho, enregistrent de très fortes croissances démographiques. On ne doit donc pas s'étonner si, bien que présente comme une frontière d'occupation rurale, le Centre-Ouest se révèle être une frontière d'occupation urbaine. L'augmentation de sa population urbaine entre 1970 et 1980 a été de 115 % alors que sa population rurale a stagné (+ 1 %). Le taux d'urbanisation du Centre-Ouest approche de celui du Brésil dans son ensemble : 67 %.

Croiser balances migratoires et variations de population permet de prendre un certain recul vis-à-vis du phénomène d'urbanisation explosive que l'on a tendance à expliquer essentiellement par l'accélération de l'exode rural. Il faut aussi tenir compte de deux faits. En premier lieu, on doit se souvenir que le village n'existe pas au Brésil, qu'on s'interroge toujours sur l'existence d'une paysannerie attachée à la terre. Dans le Centre-Ouest, espace vide à occupation extensive, la réponse est spontanément négative. Les fronts de colonisation sont organisés sans continuité spatiale, le long d'infrastructures routières. La ville s'impose alors comme lieu de résidence et d'échange, comme lieu de passage pour les flux de personnes, de biens, d'informations. Et toute personne suivant ces flux arrive logiquement en ville. La politique brésilienne d'occupation de l'espace conduit à une organisation de mode réticulaire où les villes jouent un rôle clé (Département H, 1987). En deuxième lieu, mais ce n'est encore qu'une hypothèse, les populations des villes pourraient connaître un taux de reproduction naturelle supérieur aux populations des campagnes. Les conditions de vie sont bien meilleures en ville où se concentrent toutes les politiques d'aides et les infrastructures de santé. Les villes accueillent également la majeure partie des migrants (personnes résidant sur le lieu de recensement depuis moins de 10 ans). C'est une population jeune, très féconde, parmi laquelle on compte plus de femmes que d'hommes. Les enfants nés après l'arrivée de parents migrants participent au taux d'accroissement naturel de la ville.

Mais cette explication démographique et territoriale de l'explosion

urbaine ne doit pas faire oublier le principal aspect des politiques de développement au Brésil : la non-prise en compte et la non-défense de la petite agriculture.

Nous avons vu que la plus grande partie du territoire du Centre-Ouest est constituée de zones d'expulsion ou de zones stagnantes ; la population est très mobile sur des périodes très courtes. Ce sont les régions les plus denses, c'est-à-dire les régions de petites propriétés et d'exploitations agricoles, des anciens fronts pionniers, qui accusent les plus forts taux d'exode rural. Les raisons économiques sont multiples et nous les avons déjà évoquées : manque d'encadrement et de technique dans un système où l'agriculture dégrade les sols ; manque d'investissements en matière de santé, d'éducation ; d'infrastructure, comme l'électrification qui permettrait l'irrigation ; manque de crédit pour les petits producteurs. L'alternative qui s'impose alors, sublimée par l'idéologie de la « frontière », est d'accepter le recours à la migration et l'offre, souvent hypothétique, d'un lot dans les programmes de colonisation toujours plus loin, dans des conditions toujours plus difficiles, où le processus de différenciation sociale reproduira rapidement les structures socio-économiques des régions d'expulsion. S'il a fallu vingt ans pour que le Paraná devienne « expulseur » de colons, les nouveaux projets du Rondônia ne semblent pas permettre la mise en place d'un système économique reproductible, ni la fixation de leur population : on observe couramment des cycles « arrivée-départ » de moins de cinq ans (LÉNA, 1986 ; COY, 1986).

Au Brésil, les projets de développement devraient s'attacher à fixer la population rurale en favorisant la petite propriété sur son lieu de production. Mais le recours systématique à la migration et à l'idéologie de la « frontière » pour résoudre les conflits sociaux semble être la seule voie que le gouvernement brésilien, émanation directe des grands propriétaires terriens qui viennent une fois de plus d'enterrer les projets de réformes agraires, puisse poursuivre sans remettre en cause sa base politique et sociale.

Notes

- (1) Ce travail a été mené au Département de géographie de l'université de Brasília dans le cadre des accords ORSTOM/CNPQ. Une version de ce texte a été présentée lors des journées démographiques de l'ORSTOM de septembre 1988 et lors du séminaire « Dynamique des systèmes agraires » du laboratoire de sociologie et géographie africaines.
- (2) Voir par exemple, à propos des migrations du Ceara, DELAUNAY (1988), à propos des migrations en Amazonie, ARAGON et MOUGEOT (1986).
- (3) Le *município* est l'unité géographique de base des recensements de l'IBGE. Le terme désigne aussi une circonscription administrative autonome d'un État.
- (4) Ces calculs sont tirés du tableau 2.15 : « Personnes non originaires du *município* où elles résident, qui ont migré il y a moins de 10 ans, par lieu de domicile antérieur,

- selon les régions et les unités de la Fédération» du volume 1, Tome 4, n° 1 du recensement démographique, série «Données générales, Migration, Instruction, Fécondité, Mortalité» relatif à l'ensemble du Brésil. La même série, dans les volumes consacrés aux États, donne par *município* les flux d'arrivée, mais non de départ. Il n'existe pas de données permettant de prendre en compte les flux vers l'étranger, ce qui peut constituer un biais dans le cas du District fédéral, où sont concentrées les représentations diplomatiques étrangères, et pour suivre les avancées des fronts pionniers au-delà des frontières, en Bolivie et au Paraguay.
- (5) Une des principales villes de colonisation privée du nord du Mato Grosso s'appelle Sinop, du nom de son fondateur : la Société immobilière du Nord-Ouest du Paraná...
 - (6) Cette figure est une synthèse simplifiée d'un ensemble de 25 cartes traitant les variations de la population totale et rurale, et de la population des villes de plus de 3 000 habitants, les densités totale et rurale et la taille des villes, pour chacun des 421 *municípios* du Centre-Ouest (AUBERTIN, 1984). Une faible densité rurale, pour la région, se situe en dessous de 2 habitants par km² ; une forte perte de population rurale dépasse 30 % sur 10 ans et peut aller jusqu'à 60 %.
 - (7) Institut national de colonisation et de réforme agraire.

BIBLIOGRAPHIE

- ARAGON (L.), MOUGEOT (L.), orgs, 1986. — Migrações internas na Amazônia. *Cadernos NAEA*, n° 8. Upfa. Belém.
- AUBERTIN (C.), 1984. — *À travers l'évolution démographique du Centre-Ouest brésilien : une lecture des systèmes productifs*. Convention ORSTOM-CNPq-UnB. Paris. 22 p. mimeo.
- AUBERTIN (C.), LÉNA (Ph.), 1986. — Présentation du numéro spécial consacré aux phénomènes de frontières. *Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, vol. 22, nos 3-4 : 263-266.
- COY (M.), 1986. — Développement régional à la périphérie amazonienne. Le cas du Rondônia. *Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, vol. 22, nos 3-4 : 371-388.
- DELAUNAY (D.), 1988. — *La fragilité séculaire d'une paysannerie nordestine. Le Ceara (Brésil)*. Collection Études et Thèses. ORSTOM. Paris.
- Département H, 1987. — L'abeille et l'araignée. Introduction au *Bulletin de liaison n° 7 : Espace et Territoires*. ORSTOM, Paris.
- IBGE. — Recensements démographiques 1970 et 1980. Série «Données générales, Migration, Instruction, Fécondité, Mortalité». Volume Brésil et volumes par États. Rio de Janeiro.
- LAROSE (G.), 1984. — *Balanços migratorios dos estados do Centro-Oeste — 1970-1980*. Sudeco/DPR, Brasília. 13 p. + tableaux.
- LÉNA (Ph.), 1986. — Aspects de la frontière amazonienne. *Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, vol. 22, nos 3-4 : 319-344.
- MARTINE (G.), GARCIA (R. C.), orgs, 1987. — *Os impactos sociais da modernização agrícola*. Editora Caetes, São Paulo, 271 p.
- NAVARRO SWAIN (T.), 1986. — Frontières du Paraná : de la colonisation à la migration. *Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, vol. 22, nos 3-4 : 269-280.
- SOUZA (I. DE), 1980. — *Migrações internas no Brasil. Vozes, Petropolis*, 142 p.
- SUDECO, 1986. — *Plano de desenvolvimento da região Centro-Oeste*. Ministério do Interior, Brasília.